

Excellences, chers collègues,

Je voudrais également remercier la RSSG Helen La Lime pour son exposé, ainsi que Mme Marie Yolène Gilles du 'Fondasyon je klere'.

Nous sommes très inquiets de la situation en Haïti. **L'impasse politique a contribué à une crise socio-économique et humanitaire** qui frappe durement les plus vulnérables. La Belgique souligne l'importance de la responsabilité politique et appelle d'urgence à **un dialogue inclusif et ouvert** en vue d'organiser des élections libres, équitables et transparentes. Selon un sondage de l'ONU, neuf Haïtiens sur dix soutiennent le dialogue : il s'agit d'un message fort à la classe politique. Les organisations de la société civile haïtienne jouent un rôle constructif et nous félicitons des organisations telles que la «Fondasyon je klere» pour leur travail important. Les manifestations de 2018-2019 ont démontré les attentes du peuple haïtien en matière de bonne gouvernance et lutte contre la corruption. Cette forte implication du peuple haïtien doit être prise en compte à travers un dialogue social.

Le gouvernement doit s'attaquer aux **causes profondes de l'instabilité et de la pauvreté** dans le pays. Toutes les parties doivent s'abstenir de violence et résoudre les différends par des moyens pacifiques. Les négociations politiques devraient s'appuyer sur le large consensus selon lequel Haïti a besoin de réformes constitutionnelles et structurelles pour offrir des opportunités économiques à sa population et améliorer la légitimité de ses institutions publiques.

L'impunité et l'insécurité sont quelques-unes des principales sources de frustration. Le système judiciaire doit être réformé, la corruption doit être combattue et la protection des droits humains améliorée. Ce n'est qu'alors que l'élite politique pourra regagner la confiance de la population. Nous notons que la Police Nationale Haïtienne travaille dans des circonstances difficiles. Il est nécessaire de renforcer encore les systèmes de surveillance et responsabilité. L'intimidation et les attaques contre les journalistes et les représentants de la société civile doivent cesser et la violence des gangs doit être traitée de toute urgence. Notant l'attaque contre les bureaux de la direction de la Fondasyon Je Klere hier, nous rappelons aux autorités haïtiennes l'importance de la protection des voix de la société civile contre les représailles. La prévalence de la violence sexuelle et sexiste reste alarmante.

Il est essentiel de **mettre fin à l'impunité** et nous demandons un suivi judiciaire urgent des enquêtes sur les massacres, entre autres à La Saline et Bel Air, ainsi qu'aux allégations de corruption concernant le fonds PetroCaribe. Nous nous félicitons de l'attention que le BINUH et le

HCDH accordent à cette question. Nous sommes encouragés par les progrès réalisés dans la validation du Plan d'Action National sur les Droits Humains.

En ce qui concerne le travail des Nations Unies, nous **appuyons le travail du BINUH et des agences et fonds présents** en Haïti. La transition vers une nouvelle présence institutionnelle doit se poursuivre en douceur et nous appelons les parties haïtiennes à pleinement tirer profit du rôle de «bons offices» de la mission. Nous encourageons le BINUH à se coordonner étroitement non seulement avec les autres acteurs internationaux, notamment l'Union Européenne, mais aussi avec la société civile haïtienne. Nous attendons avec intérêt la finalisation du Cadre Stratégique Intégré. Les indicateurs proposés par le Secrétaire général dans son rapport nous permettront de suivre les progrès du pays dans les domaines clés du mandat de la mission.

Chers collègues,

Pour conclure, la Belgique réitère **son engagement** à œuvrer avec le peuple et le gouvernement haïtiens pour un avenir démocratique, pacifique et sécurisé. Nous attendons maintenant des mesures concrètes de la part des autorités pour résoudre la crise politique.

Je vous remercie.